Zeitschrift: Domaine public
Herausgeber: Domaine public
Band: - (1980)
Heft: 533

Rubrik: Reçu et lu

Nutzungsbedingungen
Die ETH-Bibliothek ist die Anbieterin der digitalisierten Zeitschriften auf E-Periodica. Sie besitzt keine Urheberrechte an den Zeitschriften und ist nicht verantwortlich für deren Inhalte. Die Rechte liegen in der Regel bei den Herausgebern beziehungsweise den externen Rechteinhabern. Das Veröffentlichen von Bildern in Print- und Online-Publikationen sowie auf Social Media-Kanälen oder Webseiten ist nur mit vorheriger Genehmigung der Rechteinhaber erlaubt. Mehr erfahren

Conditions d'utilisation
L'ETH Library est le fournisseur des revues numérisées. Elle ne détient aucun droit d'auteur sur les revues et n'est pas responsable de leur contenu. En règle générale, les droits sont détenus par les éditeurs ou les détenteurs de droits externes. La reproduction d'images dans des publications imprimées ou en ligne ainsi que sur des canaux de médias sociaux ou des sites web n'est autorisée qu'avec l'accord préalable des détenteurs des droits. En savoir plus

Terms of use
The ETH Library is the provider of the digitised journals. It does not own any copyrights to the journals and is not responsible for their content. The rights usually lie with the publishers or the external rights holders. Publishing images in print and online publications, as well as on social media channels or websites, is only permitted with the prior consent of the rights holders. Find out more

Download PDF: 11.12.2025

ETH-Bibliothek Zürich, E-Periodica, https://www.e-periodica.ch

mais s'essoufflent parfois; les autres discutent beaucoup avant d'agir. Mais on est loin des chapelles de gauche: les communautés de vue n'empêchent pas les divergences. Entre les groupes des différents cantons, c'est la même liberté: les origines, les sensibilités diffèrent, et à partir d'elles, les actions retenues et lancées.
Intellectuel engagé, Michel Glardon entend mener de front l'action, la réflexion et le témoignage: les Editions d'En Bas, animées par des bénévoles, privilégient l'expression de la vie et des souffrances des milieux populaires (voir plus loin, l'état actuel du travail d'édition poursuivi).

COHÉRENCE

Activité de sociologue, d'éditeur et d'animateur du GAP, la cohérence qui existe entre ces entreprises différentes est à l'image de l'accord qu'on sent, chez Michel Glardon, entre ce qu'il est, ce qu'il pense et ce qu'il vit. A l'opposé d'un autre fils de bourgeois révolté, Zorn, l'auteur de «Mars»[1] dont la révolte impuissante débouche sur le cancer, Michel Glardon respire la force, la vie.

Il y a bien sûr des «mais». On peut mettre en question l'explication qui sous-tend toute son action, l'interprétation du rôle du sous-prolétariat dont les échecs et les combats devraient servir de détonateur à la classe ouvrière et relancer la lutte des classes. On peut mettre en question aussi certains aspects de l'activité des GAP, redouter que dans certaines prises de position, dans certaines actions spectaculaires, domine l'autosatisfaction, une propension des militants à se faire plaisir.

Il n'empêche que cette sensibilité révoltée, cette attention portée sur les plus marginaux, cette volonté de privilégier leur lutte pour retrouver une autonomie qui leur a été volée, tout cela mérite notre appui.

[1] Fritz Zorn, «Mars». Préface d'Adolf Muschg, traduit de l'allemand par Gilberte Lambrichs. Gallimard, 1979.

REÇU ET LU

La parole à des scientifiques

Sciences et techniques: quelle morale? Voilà une interrogation qui n'est pas nouvelle, mais qui trouve périodiquement une nouvelle gravité. A n'en pas douter, nous vivons une décennie, au moins dans les pays industrialisés, qui a précisément mal à la morale scientifique. Et partout fleurissent les réflexions, les dissertations, les anathèmes à ce chapitre controversé du développement social. Une des caractéristiques les plus préoccupantes de ce débat (de la biologie à l'énergie, en passant par tous les autres secteurs où se marque un «progrès» mais qui ne sont pas aujourd'hui sous les feux de l'actualité, on voit mal quels domaines pourraient échapper à la controverse), c'est le relatif effacement des scientifiques eux-mêmes, la faible portée de leurs voix: on pense beaucoup pour eux, jusqu'à oublier de leur donner la parole...
Une raison, bien sûr, pour signaler les quelques pages consacrées par le périodique de l'EPFL, «Polyrama» (adresse utile: Cour 33, 1007 Lausanne) à un dossier comprenant notamment trois contributions méritant d'être relevées: par Jacques Neirynck, «La technique, les ingénieurs et les autres: quels progrès?», par Roland Fivaz, «Science et conscience sociale: une évolution vers l'impasse», par Léopold Veuve, «Comment vivre et habiter: l'architecte dans un carcan? l'usager sous le baillon?».
L'«approche» générale: «(...) Reste à savoir qui, des citoyens (groupements particuliers réunissant par exemple des habitants d'un quartier ou d'une région, organisations de consommateurs, utilisateurs de transports publics, etc.), des scientifiques, de l'économie ou des pouvoirs publics, doit qualifier l'«abus» technologique. Mais ce sont là quatre maillons complémentaires auxquels il faut, paraît-il, ajouter les militaires!» (Claude Comina).
— Pour les amateurs de posters, une offre exceptionnelle, le «supplément détachable» et traditionnel offert par «Le Sous-Officier - Notre Armée de milice» de janvier et qui regroupe, avec les affectations, toutes les têtes de l'armée suisse, du chef du DMF au directeur du Service des aérodromes militaires. Comme d'habitude (on n'est jamais trop prudent, avec les Jeanmaire qui courent), le divisionnaire Richard Ochsner, membre du Groupement de l'état-major général avec le grade de sous-chef, et responsable du Groupe renseignements et sécurité, n'a pas autorisé la publication de sa photographie. A noter que cet «organe officiel des associations et sections de Suisse romande et du Tessin de l'Association suisse des Sous-Officiers» reste fidèle à lui-même en ce qui concerne le choix de ses collaborateurs: à côté de M. Reber, fleuron du «Nouvelliste et Feuille d'Avis du Valais», voici qu'apparaît dès ce numéro l'«appointé-citoyen» René Bovey, par ailleurs directeur-adjoint de la Correspondance politique suisse.

Dans le dernier numéro du mensuel de l'Union syndicale suisse, la «Revue syndicale suisse», une vingtaine de pages consacrées à l'Organisation internationale du travail (OIT) et à un rapide déchiffrage des quelque 310 textes adoptés par cette institution. A disposition donc un véritable aide-mémoire condensé des «normes» négociées sur le plan international (on sait que la Suisse n'a ratifié jusqu'ici qu'une quarantaine des conventions adoptées par l'OIT, sur un total de 153) au chapitre de l'organisation du travail. A noter également, dans le même numéro de la publication de l'USS, la synthèse d'un travail portant sur les conditions de vie et de travail de femmes italiennes en Suisse.

— Le magazine hebdomadaire du «Tages Anzeiger» fête ses dix ans d'existence par la publication d'un dossier qui fait mouche au moment où s'enflent les controverses à propos de l'initiative sur l'égalité des sexes et du contre-projet «ad hoc» du Conseil fédéral: quatre femmes font le point.